



# **FOURNITURES DU SOCLE NUMERIQUE DE BASE POUR LES ECOLES DE LA COMMUNE DE VALENCE D'AGEN**

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **MARCHÉ A PROCEDURE ADAPTÉE**

Selon les articles L. 2123-1 et R.2123-1 à R.2123-8 du Code de la Commande Publique

**Date et heure limites de remise des offres**

**Mardi 12 OCTOBRE 2021 à 17h30**

### Information préalable sur la dématérialisation des échanges

Cette consultation est entièrement dématérialisée. Par conséquent, les candidats ne pourront remettre leurs candidatures et offres que par voie électronique depuis le profil d'acheteur. Aucune transmission par voie papier ou sur support physique électronique n'est autorisée (en dehors de la copie de sauvegarde).

La signature électronique n'est pas obligatoire au stade du dépôt de l'offre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de téléchargement anonyme du dossier, ils ne seront pas avisés en cas de modification du dossier de consultation. Les candidats sont invités tout au long du processus (lors du téléchargement, en complétant le DC1 et les pièces du marché) à fournir une adresse de messagerie générique (consultable en permanence par votre entreprise) plutôt que l'adresse d'une personne en particulier.

## 1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### Identification de l'acheteur et renseignements administratifs

COMMUNE DE VALENCE D'AGEN

Monsieur le Maire

25 rue de la République

82400 Valence d'Agen

[www.valencedagen.fr](http://www.valencedagen.fr)

[communication@valencedagen.fr](mailto:communication@valencedagen.fr)

Profil acheteur : [www.ladepeche-marchespublics.fr](http://www.ladepeche-marchespublics.fr)

Représentant : Monsieur le Maire de Valence d'Agen

Et Ordonnateur

Comptable public assignataire : Monsieur le Trésorier de Valence d'Agen

### Renseignements d'ordre technique et administratif

Renseignements administratifs délivrés par : Sonia LESPES

Courriel : [s.lespes@valencedagen.fr](mailto:s.lespes@valencedagen.fr)

Tél : 05 63 29 66 69

Renseignements techniques délivrés par :

Fabrice Latapie

tél: 05 63 29 66 69

Courriel: [f.latapie@valencedagen.fr](mailto:f.latapie@valencedagen.fr)

### Lieu où l'on peut retirer le dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être téléchargé sur le site :

[www.Ladepeche-marchespublics.fr](http://www.Ladepeche-marchespublics.fr)

<b>2</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION</b>
----------	---------------------------------

**Description**

La présente mise en concurrence concerne la fourniture, l'installation et la maintenance d'un socle numérique dans les écoles primaires de Valence d'Agen

**Lieux d'exécution :**

- Ecole Gérard Lalanne- rue du Maréchal Haute cloque – 82 400 Valence d'Agen
- Ecole Jules Ferry – rue Jean Capgras – 82 400 Valence d'Agen

**Nomenclature CPV :**

30200000 Matériels et fournitures informatiques

Montant estimatif maximum : 45 000€ TTC (volet équipement)

**Variantes :**

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.  
Variantes acceptées.

**Type de procédure**

Marché passé selon la procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R. 2123-4 et suivants du code de la commande publique.

La consultation est une consultation ouverte, le dossier de consultation est mis à disposition de tous les candidats sur le profil d'acheteur de la collectivité.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de :

- mener une phase de négociation, le marché peut toutefois être attribué sur la base des offres initiales sans négociations
- de procéder à des échanges par voie électronique
- de ne pas donner suite à la consultation

**Forme du marché :**

Le présent prend la forme d'un marché à prix global et forfaitaire, également de possibilité d'achat unitaire au cours du marché (BPU) et d'un contrat de maintenance.

### **Décomposition en lots :**

L'opération ne fait pas l'objet d'un allotissement.

### **Durée et délais d'intervention**

Le marché prendra effet à sa date de notification. Le candidat précisera dans son offre le planning sur lequel il s'engage et les conditions d'un contrat de maintenance.

### **Achats complémentaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de nécessité, de recourir à des actes modificatifs, des marchés complémentaires et des marchés ayant des prestations similaires en appliquant les articles R. 2122-7 et R. 2194-2 et suivants du code de la commande publique.

3	<b>RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE</b>
---	---------------------------------------------------------------------------------

### **RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE**

#### **Contenu du dossier de consultation :**

- Le présent règlement de consultation.
- L'acte d'engagement
- Le cahier des clauses particulières, incluant les clauses particulières administratives et techniques
  
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures et Services (FCS) et de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement au marché. Les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le Cahier des Clauses Particulières.

#### **Conditions relatives au marché**

Cautions et garanties exigées : sans objet.

**Avance :**

Une avance pourra être versée au titulaire si les conditions énoncées à l'article R.2191-3 du code de la commande publique sont remplies et si le candidat n'a pas renoncé à son versement dans l'acte d'engagement.

**Modalités de financement et règlement :**

Financement sur ressource propre de la collectivité et par le biais de subventionnement.

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois M0 correspondant au mois de la remise des offres. Les paiements seront effectués par mandat administratif, après constatation du service fait et dans un délai de 30 jours suivant la réception de la demande de paiement.

En cas de retard de paiement, des intérêts moratoires seront dus par la collectivité.

**Groupement d'entreprises :**

La forme imposée après attribution est le groupement solidaire ou le groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Les candidatures et offres seront entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentation associés.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- en qualité de co traitant de plusieurs groupements
- en qualité de mandataire de plusieurs groupements
- en qualité de co-traitant pour un groupement et de mandataire pour un autre groupement

**Langue :**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

Tout document qui ne serait pas établi en français devra être accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

**CONDITIONS PROPRES RESERVEES A CE MARCHÉ :**

Les candidats sont tenus d'indiquer, dans le cadre de leur offre, les noms et qualification des membres du personnel chargé de l'exécution du présent marché.

<b>4</b>	<b>CONDITIONS ET DÉLAIS</b>
----------	-----------------------------

**Validité de l'offre :**

Le candidat est tenu de maintenir son offre durant **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

**Fourniture des documents :**

Le délai de fourniture des pièces conformes est de **10 jours maximum** après demande du représentant du pouvoir adjudicateur sauf pour les certificats fiscaux et sociaux, pour lesquels le délai est ramené à 5 jours après demande.

**Modifications du dossier de consultation:**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard **5 jours** avant la date limite fixée pour la remise de l'offre, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

<b>5</b>	<b>Présentation des candidatures et des offres</b>
----------	----------------------------------------------------

**Au titre de la candidature :**

Au titre de la candidature, le candidat (l'opérateur économique seul ou, en cas de groupement, chaque co-traitant, et les sous-traitants) devra remettre, en complément des documents des articles R2143-3 à R2143-15 du Code de la commande publique :

Après examen des documents relatifs à la candidature, seront éliminés :

- les candidatures ne remplissant pas les conditions d'accès à la commande publique ;
- les candidatures ne présentant pas les garanties techniques, professionnelles et financières suffisantes.

Pour le choix des offres, il sera tenu compte des critères suivants :

Prix (50 %)

Valeur technique (40 %)

Performances en matière de protection de l'environnement et développement durable à hauteur de 10 %

<b>6</b>	<b>Jugement des offres</b>
----------	----------------------------

**Modalités de présentation :**

Les offres devront comprendre les pièces suivantes :

**Un dossier de candidature comportant :**

- Lettre de candidature accompagnée du pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat (DC1 ou équivalent) ;
- Déclaration du candidat (DC2 ou équivalent) comprenant en annexe les éléments suivants :
  - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
  - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
  - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
  - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- Copie du jugement prononcé à cet effet si le candidat est en redressement judiciaire ;

Le candidat peut également remettre dès le dépôt de son offre les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales :

- certificat fiscal, justifiant du paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés,
- certificat attestant de la régularité de la situation du candidat au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (entreprises d'au moins 20 salariés),
- l'attestation de vigilance Urssaf datant de moins de 6 mois.
- Les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail concernant les entreprises établies à l'étranger ou les entreprises employant des salariés étrangers.

Conformément à l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Par ailleurs, et conformément à l'article R. 2143-14 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui lui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les éventuels co-traitant(s) et/ou sous-traitant(s) doivent justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières et de leurs références. Ils doivent donc produire les mêmes documents que ceux qui sont exigés du candidat en ce qui concerne les pièces de la candidature.

Les attributaires qui n'auront pas remis leurs attestations fiscales et sociale au moment du dépôt de leurs offres devront les transmettre au plus tard dans un délai de cinq jours suivant la demande du pouvoir adjudicateur.

### **Un dossier offre financière et technique**

- L'acte d'engagement complété et signé ,
- L'offre de prix du candidat présenté sous forme de décomposition du prix forfaitaire, DPGF
- LE BPU,
- Le mémoire technique détaillant :
  - les caractéristiques techniques du matériel proposé,
  - la documentation technique des logiciels,
  - une note concernant les fonctionnalités du matériel et des services, l'adaptabilité pédagogique ainsi que l'évolutivité du système,
  - la maintenance et les garanties proposées,
  - le détail et le contenu des formations proposées,
  - le planning de livraison et d'installation des fournitures et services



L'attribution sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R2152-6, R2152-7, et R2152-11 du Code de la commande publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra éliminer les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables.

Conformément aux articles L2152-1 à L2152-4, R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra autoriser tous les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les autres offres seront classées par ordre décroissant par application des critères pondérés énoncés ci-dessous :

**1. Le prix, à hauteur de 50 %.**

Le prix sera analysé au regard du montant total indiqué dans **la DPGF et du BPU**

**2. La valeur technique, à hauteur de 40 %, décomposée comme suit :**

- a. Qualité du matériel et garanties, à hauteur de **20 %**,
- b. Méthodologie de déploiement et mise en œuvre, à hauteur de **10%**
- c. Processus de maintenance et délais d'intervention, à hauteur de **10 %**,

**3. Performances en matière de protection de l'environnement et développement durable à hauteur de 10 %**

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, soit l'offre la mieux classée.

**Suite à donner à la consultation - Négociations :**

Après examen des offres, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats de son choix par phases successives.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Il n'est pas possible de négocier l'abandon des garanties de bonne exécution du contrat (pénalités de retard, indemnités de résiliation), en revanche, la nature et l'étendue de ces pénalités peuvent être négociées.

La négociation peut porter sur tout autre élément du contrat : prix, quantité lorsqu'elle n'est pas définie dans l'objet du contrat, délais, techniques d'exécution des prestations.

En tout état de cause, la négociation ne devra pas modifier substantiellement l'offre initiale.

Le pouvoir adjudicateur se réserve formellement le droit de ne pas donner suite aux **offres incomplètes, et à la consultation de manière générale.**

7	Modalités de remise des plis
---	------------------------------

Les candidats transmettront obligatoirement leur offre sous format électronique sur le site : [www.ladepeche-marchespublics.fr](http://www.ladepeche-marchespublics.fr)

dans les conditions énumérées ci-dessous avant le

**MARDI 12 OCTOBRE 2021 à 17h30**

Les offres pour lesquelles les plis seraient déposés ou dont l'accusé de réception indiquerait leur dépôt après la date et l'heure limites fixées seront écartées.

Afin de limiter les problèmes techniques lors du dépôt électronique, il convient de :

Nommer les fichiers par des intitulés les plus courts possible ;

Proscrire, dans les noms de fichiers, les accents, symboles et caractères spéciaux ;

Ne pas utiliser les .exe et les macros ;

Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip). Si une nouvelle offre est envoyée par un même candidat, elle annule et remplace l'offre précédente.

#### Formats

Pour les documents exigés par le Pouvoir Adjudicateur, les formats autorisés en réponse sont : PDF. Pour les documents facultatifs, les formats autorisés doivent être réputés « largement disponibles » tels que, par exemple, .doc, .rtf, .jpg, .dwg, ...

### Virus

Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

### Signature

La signature électronique n'est pas exigée au stade de la remise des offres. Les candidats sont informés que seul l'attributaire devra signer électroniquement le marché public. Le pouvoir adjudicateur peut également décider que le marché sera signé in fine par les parties sous forme papier.

### Copie de sauvegarde

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support électronique (CD, DVD ...).



Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.



L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « Copie de sauvegarde ».

Marché de fournitures du socle numérique de base pour les écoles de la commune de valence d'Agen »

**NE PAS OUVRIR**

**A Mairie de Valence d'AGEN  
25, rue de la République  
82400 Valence d'Agen**

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

La mairie est ouverte au public le lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30, sauf mention contraire affichée à l'entrée.

Si les plis sont envoyés par la poste, ils devront l'être en recommandé avec avis de réception postal et parvenir avant ces mêmes dates et heures limites.

**Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception postal serait délivré, après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus.**

Recours:

**Organe auprès duquel des recours peuvent être obtenus :**

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours :

**Tribunal Administratif de Toulouse**

**64 avenue Raymond IV**

**31500 TOULOUSE**

**Téléphone standard : 05.62.73.57.57**

**Fax greffe : 05.62.73.57.40**

**Courriel : [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)**

## **LISTE DES PIECES A FOURNIR** **FICHE DE VERIFICATION**

### **Candidature (1 seul exemplaire)**

Au titre de la candidature, le candidat (l'opérateur économique seul ou, en cas de groupement, chaque co-traitant, et les sous-traitants) devra remettre, en complément des documents des articles R2143-3 à R2143-15 du Code de la commande publique :

### **Offre**

Au titre de l'offre, le candidat doit remettre les documents suivants :

1. **L'Acte d'Engagement** dûment complété ;
2. **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** dûment complétée ;
3. **Le Bordereau des prix unitaires (BPU)** dûment complété ;
4. Un **mémoire technique** comprenant notamment :
  - Qualité du matériel et garanties,
  - Méthodologie de déploiement et mise en œuvre,
  - Processus de maintenance et délais d'intervention,